



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°8 – du 17 au 23 février 2023

En bref

- Selon l'[ONS](#), les locataires ont 4,4 fois plus de chances de connaître une certaine forme de vulnérabilité financière, par rapport aux propriétaires. 55% des locataires ont déclaré ne pas pouvoir faire face à une dépense inattendue, mais nécessaire, de 850 £, contre 12% des propriétaires.

- Selon les chiffres recueillis par Open Banking Limited, plus de sept millions de personnes au Royaume-Uni ont utilisé les services permis par l'*Open Banking* cinq ans après que l'autorité de régulation de la concurrence ait contraint les banques à les mettre en place.

LE CHIFFRE À RETENIR

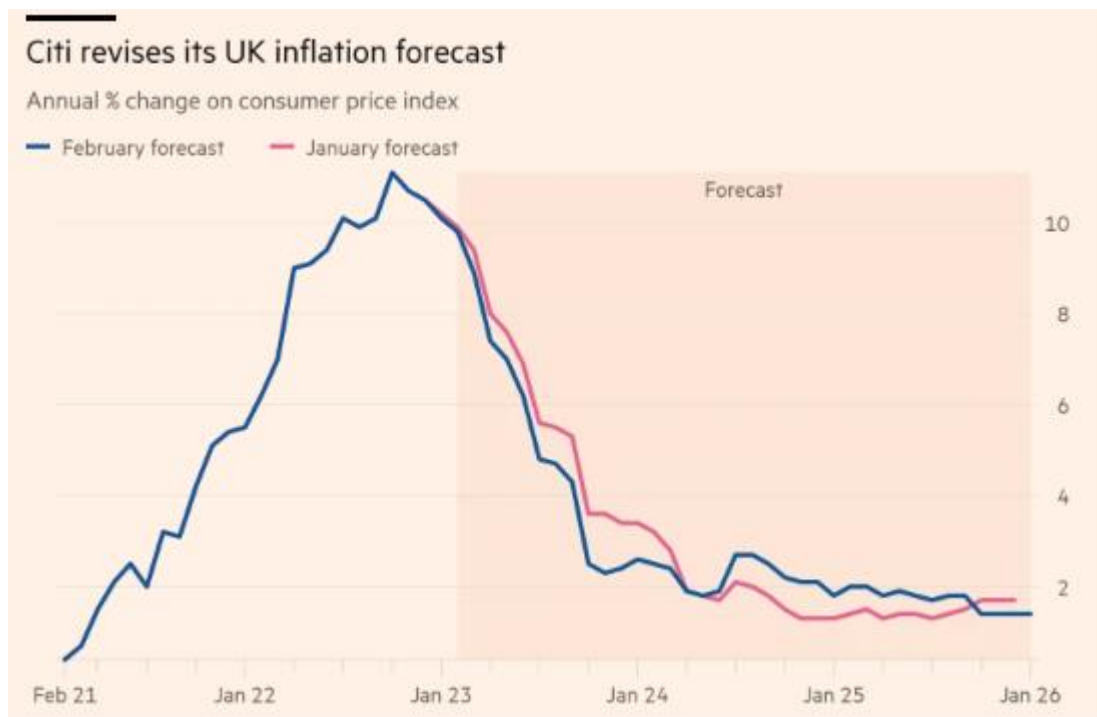
- 38

L'indice de confiance GfK des consommateurs britanniques reste faible mais affiche une hausse de 7 points sur un mois.

- Lloyds Banking Group a augmenté son Produit Net Bancaire de 80% par rapport à l'année dernière, atteignant 1,8Mds£.

- Professeure Julia Sutcliffe, actuellement cheffe du pôle technologie dans l'entreprise britannique BAE Systems, a été nommée conseillère scientifique principale du nouveau ministère britannique de l'Économie et du commerce.

❖ Graphique de la semaine : La banque Citi révisé ses prévisions d'inflation à la baisse pour 2023.



Source : [Financial Times](#)

Clé de lecture : Actuellement à 10,1 %, l'inflation (IPC) britannique devrait tomber à 2,3 % en novembre selon Citi, ce qui est bien en deçà des prévisions de la Banque d'Angleterre selon lesquelles elle se maintiendrait à 4 % au quatrième trimestre de l'année. "La réduction plus rapide de l'inflation [cette année] reflète principalement un relâchement des pressions sur les prix, en particulier dans le secteur de l'énergie", a déclaré Benjamin Nabarro, économiste en chef de Citi au Royaume-Uni. Il s'attend désormais à ce que l'inflation ralentisse pour passer sous la barre des 5 % à partir de juillet. Il y a seulement un mois, il s'attendait à ce que cela se produise en octobre. La prévision moyenne de l'inflation au quatrième trimestre parmi les économistes interrogés par le Trésor britannique ce mois-ci s'est établie à 4,5 %, contre 5 % dans le sondage réalisé en janvier.

Actualité macro-économique

L'excédent budgétaire public ressort à 5,4 Md£ en janvier 2023, ce qui crée un écart positif de 22 Mds par rapport aux prévisions de déficit sur les 10 premiers mois de l'année – Couramment excédentaires en janvier, les [finances publiques](#) sur le mois de janvier 2023 ont bénéficié du dynamisme des recettes fiscales (impôts sur le revenu, TVA) et de dépenses publiques moins importantes qu'anticipées, notamment grâce à des prix de l'énergie plus bas. Sur l'année budgétaire complète 2022-2023, le Chancelier pourrait ainsi enregistrer une « marge de manœuvre » de l'ordre de 30 Mds£ par rapport aux prévisions officielles. Le prochain projet de loi de finances pour 2023-2024 sera présenté le 15 mars.

Le bond de l'indicateur [S&P / CIPS](#) PMI composite de janvier à 53,0 en février, après 48,5 le mois précédent, témoigne de l'amélioration des perspectives des directeurs d'achat mais doit être interprété avec précaution – Les directeurs d'achat sont rassurés par des anticipations de taux d'intérêt et de prix de gros de l'énergie en baisse et par la hausse des cours boursiers. Ils mentionnent, dans le secteur manufacturier comme dans les services, la hausse de la demande des clients et font part d'une amélioration du sentiment de confiance en raison de la diminution des pénuries d'approvisionnement et de la baisse de l'inflation. Cette évolution encourageante doit toutefois être analysée avec précaution : l'indice PMI composite ne couvre que 51% de l'économie britannique et ne prend pas en compte le commerce de détail, la construction ni le secteur public.

Selon les estimations de l'[ONS](#), le volume des ventes de détail a augmenté de 0,5 % en janvier 2023, après -1,2 % en décembre – Cette reprise, après deux baisses mensuelles consécutives, est portée par une augmentation de 0,6 % des ventes des magasins non alimentaires, de 1,7 % des ventes des magasins de carburants et de 2,0 % des ventes hors magasin, principalement en ligne. En revanche, les ventes des magasins d'alimentation ont encore reculé de 0,5 % en janvier, après -0,3 % en décembre, les consommateurs ayant réduit leurs dépenses en raison de la forte hausse des prix. Ainsi, le volume total des ventes de détail est inférieur de 1,4 % à son niveau de février 2020.

Actualité commerce & investissement

Le Chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt et la ministre de l'Economie et du commerce Kemi Badenoch expriment leurs inquiétudes vis-à-vis de l'*Inflation Reduction Act* américain – Qualifiant l'IRA de « menace concurrentielle réelle », J. Hunt a déclaré que le gouvernement britannique annoncerait « dans les prochains mois » des mesures visant à aider les entreprises britanniques en envisageant de débloquer « 5000 Md£ » (selon des [propos rapportés par Reuters](#)) via des fonds de pension pour soutenir l'industrie. Admettant que le Royaume-Uni n'avait pas une capacité financière similaire à celle des Etats-Unis, il a tenté de rassurer les opérateurs britanniques en estimant qu'il y avait « un effet de rattrapage » des Etats-Unis au vu de retard pris dans les

investissements « Net Zero » sous l'administration Trump. Par ailleurs, lors d'un événement Politico, K. Badenoch a déclaré que l'IRA n'atteindrait pas son objectif principal de contrer la Chine et pourrait, par ailleurs, mettre en péril les chaînes d'approvisionnement mondiales. Elle a réitéré que le Royaume-Uni travaillait « conjointement » avec l'Union européenne et d'autres pays tels que le Japon, la Corée du Sud et la Suisse. Également présente à la conférence, l'ambassadrice américaine au Royaume-Uni, Jan Hartley, a défendu l'IRA, considérant que le plan stimulera la R&D à travers le monde et que les Etats-Unis ne cherchaient pas à nuire, mais à protéger ses alliés. Pour mémoire, l'Inflation Reduction Act prévoit l'octroi d'un crédit d'impôt pour les particuliers en cas d'achat d'un véhicule assemblé en Amérique du Nord et dont les batteries sont conformes aux exigences de contenu local.

Le Royaume-Uni et le Bangladesh ont tenu leur deuxième dialogue sur le commerce et les investissements à Dhaka – En présence du secrétaire au commerce bangladais M. Tapan Kanti Goshi, du haut-commissaire britannique Robert Chatterton ainsi que du commissaire pour le commerce en Asie du Sud Alan Gemmell OBE, les deux pays ont convenu de renforcer le partenariat commercial, notamment avant et après son reclassement, c'est-à-dire sa sortie de la catégorie « pays moins avancés » d'ici 2026. Le Bangladesh a salué le nouveau régime système de préférences généralisées (SPG) britannique.

Le Royaume-Uni et le Qatar ont tenu leur premier dialogue stratégique à Londres – Le ministre britannique des affaires étrangères James Cleverly s'est entretenu avec son homologue qatarien Sheikh Mohammed bin Abdulrahman Al-Thani afin de passer en revue les aires de coopération entre les deux

pays. Sur les plans commerciaux et des investissements, le communiqué fait état de la récente signature d'un [partenariat d'investissement stratégique](#) entre les deux pays, en mai dernier, qui a pour objectif de stimuler les investissements du Qatar au Royaume-Uni dans des secteurs prioritaires tels que les technologies propres, les sciences de la vie, la biotechnologie, l'agrotechnologie et les batteries. Les deux parties ont également mentionné les progrès fait dans le cadre du *Joint Economic and Trade Committee* qui permet d'établir une étroite collaboration entre le ministère au commerce britannique et l'agence de promotion des investissements du Qatar. Enfin, les deux pays devraient signer prochainement un protocole d'accord sur les industries créatives.

Le secteur agricole britannique exprime sa méfiance à l'égard des négociations commerciales en cours – Lors de la conférence de la *National Farmers' Union* à Birmingham, la présidente de la NFU Minette Batters a exprimé ses inquiétudes vis-à-vis des potentiels accords avec le Mexique, le Canada et l'adhésion à l'accord transpacifique (CPTPP) qui pourraient « sacrifier » l'agriculture britannique. Présent à la conférence, le chef de l'opposition, Keir Starmer a exposé la vision du parti travailliste au sujet de la politique commerciale estimant que cette dernière doit assurer le respect des normes britanniques. Il a également déclaré, qu'en cas de victoire aux prochaines élections, le parti travailliste chercherait à minimiser les difficultés affrontées par les exportateurs britanniques vers l'UE.

Le gouvernement britannique songerait à réviser le projet de registre des influences étrangères – Pour mémoire, dans le cadre du projet de loi sur la sécurité nationale, le gouvernement britannique prévoit d'établir

un « *Foreign Influence Registration Scheme* » en vue de contrecarrer certains acteurs étrangers dits « malveillants » (en particulier, la Chine et la Russie) afin d'éviter toute forme d'ingérence dans les affaires intérieures britanniques. Le projet est critiqué, d'une part, par le secteur financier britannique qui considère que cela pourrait nuire aux investissements étrangers au Royaume-Uni, et d'autre part, par les États-Unis et certains pays européens qui jugent que le champ d'application de ce registre est beaucoup trop large et vague. En l'état actuel, le projet de registre exige que toute entité étrangère privée ou publique s'inscrive auprès du ministère de l'intérieur britannique en cas d'exercice « d'activités d'influence politique ».

Actualité financière

1. Réglementation financière et Marchés

La **Financial Conduct Authority (FCA)** a [publié](#) un document de discussion sur une **modernisation du régime britannique des fonds et des gestionnaires d'actifs (AM)** – L'éventail des sujets évoqués est très large ; la FCA proposant : (i) la création d'un régime commun pour les AM, (ii) de modifier les règles de stress test de liquidités des AM et de les rendre plus contraignants, (iii) de rendre les attentes réglementaires en matière de *due diligence* plus claires pour toutes les activités de gestion d'actifs. La FCA entend également modifier le seuil à partir duquel les AM doivent appliquer les règles *full-scope*. Enfin, elle souhaite modifier les obligations de reporting afin de les rendre plus claires pour les consommateurs. L'autorité souhaite

également explorer la création de nouveaux outils comme le Direct2Fund, modèle permettant à l'investisseur d'effectuer des transactions directement avec le fonds lors de l'achat ou vente de part, ou bien la tokenisation de part des fonds. Cette consultation se terminera le 22 mai 2023.

Le cabinet d'audit KPMG a [publié](#) son **enquête sur les résultats du secteur britannique du *Private Equity* (PE) de l'année 2022** – Durant cette année, le marché britannique a subi une diminution de l'activité par rapport à 2021, avec une valeur totale des transactions en baisse de 6 %, passant de 180Mds£ en 2021 à 170Mds£ en 2022, et un nombre de transactions en baisse de 16,5 %, passant de 1 850 en 2021 à 1 544 en 2022. Toutefois, les investissements en PE sur le marché intermédiaire (investissements dans des entreprises valant entre 50M£ et 500M£) britannique en 2022 ont augmenté de 13 %, à 46Mds£, par rapport à 2019 - année de référence pré-Covid avec 41Mds£ investis. Le nombre de sorties a chuté de près d'un quart en 2022 par rapport à 2021, avec un total de 146 sorties, tandis que la valeur des sorties a connu un fort déclin, avec une valeur totale de 8,57Mds£ en 2022, soit une baisse de 55,1% sur un an. Les acquéreurs commerciaux ont représenté plus de la moitié de toutes les sorties avec 79 opérations, suivis par les rachats secondaires avec 61 opérations. Il n'y a eu aucune sortie d'IPO en 2022.

La FCA a [averti](#) les principales entreprises d'e-money quant à leurs processus anti-blanchiment et anti-fraudes qui ne seraient pas suffisamment efficaces – Avec l'entrée en vigueur du nouveau cadre dit « Consumer Duty » en juin 2023, les entreprises financières devront être capables de montrer que l'intérêt du consommateur est au centre de leurs préoccupations. La FCA

aurait constaté un certain nombre de manquements dans les contrôles visant à empêcher la criminalité financière. De plus, en cas de soupçons, la réponse des entreprises se matérialiserait principalement sous la forme d'un « gel disproportionné de comptes, pendant trop longtemps et sans explications adéquates ». De plus, alors que la plupart des grandes banques ont adhéré à un code de remboursement volontaire pour les victimes de fraudes, les entreprises d'e-money ne l'ont pas fait. La FCA aurait même explicité le besoin d'un « changement important dans la culture et le comportement » de ces entreprises. Enfin, la FCA a mis en garde les entreprises d'e-money qui s'appuient uniquement sur des plateformes de discussion en ligne pour résoudre les problèmes des clients.

2. Banques et assurance

S.Woods, directeur général de la Prudential Regulatory Authority (PRA), a [confirmé](#) lors d'un discours la mise en place de la réforme Solvency 2 en deux phases distinctes – Ainsi, il a annoncé la publication d'une première consultation en juin 2023 tandis qu'une autre le sera en septembre 2023, sans donner de détails concernant les thématiques de chacune. Cependant, selon lui, les assurances « auront une bonne idée du régime d'ici la fin de l'année ». Il a également précisé que, malgré les nouveaux pouvoirs accordés par la réforme, la PRA ne chercherait pas à revenir sur la définition du *matching adjustment* (méthode de calcul permettant de diminuer l'actualisation de flux financiers liés à certaines classes d'actifs) malgré son opposition initiale aux modifications proposées dans la nouvelle mouture. Aussi, l'autorité technique se focalisera sur les notations des actifs éligibles à ce mécanisme pour être certaine

d'en contrôler les risques. Enfin, il a mis en avant les changements destinés à améliorer la compétitivité, notamment la suppression d'environ 70 % des normes et tests de modèles internes jugés "trop bureaucratiques" hérités de l'UE.

Dans un entretien accordé au [FT](#), L. Taylor, nouveau dirigeant de la British Business Bank (BBB, banque publique britannique) développe l'idée de transformer la BBB en « Sovereign growth Fund » via sa branche de capital risque – Pour rappel, British Patient Capital (BPC), la branche de capital-risque de BBB, a été lancée en 2018 avec un mandat de 10 ans et un financement initial de 2,5Mds£ du gouvernement, après que le Trésor ait identifié que le manque d'accès au financement à long terme freinait le développement de certaines entreprises, notamment les PME. BPC est désormais le plus grand investisseur national en capital-risque du Royaume-Uni. Plaidant pour davantage d'indépendance par rapport aux autorités britanniques, L.Taylor aimerait également que la BBB dispose d'une enveloppe plus considérable pour pouvoir répondre aux besoins de financement des entreprises britanniques, lui permettant d'être en adéquation avec l'agenda de souveraineté et de développement du tissu économique britannique. La BBB a aussi [déclaré](#) que les entreprises soutenues avaient en moyenne augmenté leurs effectifs de 55 %, ce qui se traduit par environ 4 600 à 5 000 emplois supplémentaires tandis que son retour sur investissement en 2021/2022 s'est établi à 18,2%, pour une cible de 0,06%.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international